

Diner débat sur les juridictions consulaires

Conférence de Patrick Sayer, le 2 février 2026

Olivier Martin

Ok, bien, écoutez, on va commencer, même s'il y a deux absents en présentiel qui nous ont prévenus qu'ils avaient des petits problèmes personnels, pas graves. Normalement, il y a six présents en visio. Pour l'instant, il y en a deux : un courageux, Xavier, et un grand timide, Nicolas Jachiet, qui n'ose pas montrer son visage. Bien. J'espère que les autres vont nous rejoindre progressivement. Bon, avec Philippe, nous proposons aujourd'hui notre dixième dîner conférence. Pour votre information, cent huit camarades ont participé à au moins une visioconférence ou en présentiel. Certains, il y en a deux, devinez lesquels, ont participé aux dix.

On aborde aujourd'hui un thème qui relève d'un domaine juridique. C'est la première fois qu'on traite ce genre de thème, on y reviendra. Les juridictions consulaires, j'ai découvert le terme en discutant avec Patrick. Quel rôle et quels défis ? On peut dire qu'effectivement, ça ne concerne pas les IGS. Comme cela a été dit tout à l'heure, et peut-être que Patrick y reviendra, nous sommes quatre de la promotion soixante-dix-sept à être juges consulaires à Paris. Cinq ? Ah bon, cinq. Ah oui, d'accord.

Avant d'entamer notre conférence, un petit rappel, Patrick, de ta carrière. Je vais essayer d'être court. Après l'X, tu as suivi l'École des Mines. Bon, chacun fait ses erreurs, mais tu as suivi Assas et tu as pris une licence de droit. Donc déjà, le droit te titillait dès ton plus jeune âge, si j'ose dire. En quatre-vingt-deux, tu rejoins Lazard, tout le monde le sait. Après quelques années, je ne sais pas combien exactement, Internet ne le dit pas, tu deviens associé gérant de Lazard. Puis, en quatre-vingt-dix-neuf, tu pars à New York, où tu deviens Managing Director, responsable mondial des fusions-acquisitions dans le secteur de la technologie.

En 2002, tu deviens président du directoire d'Eurazeo. Je ne savais pas d'où venait Eurazeo, maintenant je le sais : société d'investissement issue de la fusion entre Eurafrance et Azeo. Tout ça, avec un grand effort d'imagination, a donné Eurazeo. Bravo les consultants et les communicants. Au cours de ton mandat, Eurazeo est quand même passé de trois milliards d'actifs en gestion à... Alors, j'ai deux chiffres sur Internet, je ne sais pas quel est le bon. J'ai pris le meilleur pour toi : trente milliards d'euros d'actifs. J'ai vu vingt milliards dans d'autres documents. Ah, c'est vingt ! Bon, alors reprenez trente, mais en fait, c'est vingt.

En 2018, tu fondes enfin ton family office, Augusta. Mais Patrick, comme un certain nombre d'entre nous d'ailleurs, a mené beaucoup d'activités en parallèle, en dehors de sa ligne directrice de fonds d'investissement. Entre 2007 et 2008, tu présides l'Afic. Je pense que peu de gens savent ce qu'est l'Afic : l'Association Française de Capital Risque, aujourd'hui France Invest. Entre 2013 et 2017, tu enseignes le private equity à Paris Dauphine. En 2007, tu es membre fondateur du Club des juristes, un groupe de réflexion juridique. À nouveau, ça te titille ! Enfin, tu deviens juge consulaire en 2014. Ça y est, tu as trouvé ta voie, si j'ose dire. Et tu es élu président du Tribunal de commerce de Paris, ou, pour les vrais initiés, le Tribunal des activités économiques de

Paris. Tu es également le président de l'association Paris Place de Droit depuis le 7 mars 2025. Je ne sais pas du tout ce que c'est, on en parlera peut-être.

En résumé, Patrick n'a pas chômé, mais tu as oublié l'essentiel. Je suis désolé. En fait, tu as été un excellent troisième ligne de rugby et tu participes régulièrement au gouffre rugby que l'équipe organise depuis plus de trente ans. Depuis quelque temps, tu es un peu moins présent, mais tu restes régulier et c'est le plus important. Je suis très triste de ne pas constater la présence de cet élément dans ta mini bio.

Maintenant, ce que je te propose, comme pour chacune des conférences, on s'est mis d'accord sur un certain nombre de questions. Alors, tu peux répondre là. Sinon, il faut que tu répondes ici, parce que les gens en visio ne vont pas te voir et surtout, ils ne vont pas t'entendre. Le principe, je le rappelle pour ceux qui viennent pour la première fois, c'est une présentation et un dialogue sur la base de questions préparées. Après, l'assistance en visio (il y en a trois a priori, François-Xavier nous a rejoints) pose ses questions. Quand ils ont fini, on passe à la salle, on passe au dîner et on continue les questions pendant le repas.

Bon, Patrick, peux-tu rapidement nous présenter les juridictions consulaires, dont j'avoue avoir découvert le terme il y a peu de temps ? Leurs missions, leur mode de fonctionnement, et notamment leur rôle au sein de quelque chose dont on entend de plus en plus parler : l'État de droit, en France et au niveau international.

Patrick Sayer

Bon, tout ça, c'est très sympathique. En réalité, j'avais prévu de vous parler de la défense : pourquoi ? La défense, comment ?

Olivier Martin

Je suis désolé, ça, c'est moi qui parle de ça. [rire]

Patrick Sayer

Ça nous rappellera quand même quelques bons souvenirs communs. Bon, d'abord, merci infiniment à vous tous de vous retrouver. C'est super sympa, ça me touche. Merci à ceux qui sont en visioconférence. On est un certain nombre, à Polytechnique, à avoir eu une envie de service public. Tous n'ont pas fait du service public, mais ils ont parfois fait du service pour le public. Certains l'ont fait directement après l'école. Moi, j'avais cette envie et, dans le fond, je l'assouvis aujourd'hui, à cinquante-cinq ans et plus, puisque j'ai commencé en 2000...

Olivier Martin

Quatorze.

Patrick Sayer

En 2014. Je réponds à ta question. Je dis simplement voilà...

Un intervenant

Pas de problème, pas de problème.

Patrick Sayer

La volonté du service public était très profonde en moi, avec en plus un grand-père magistrat et un beau-père président de chambre à Versailles, puis à Nanterre. Donc voilà...

Un intervenant

Je comprends tout.

Patrick Sayer

Voilà, donc un tout petit peu d'atavisme. Mais pour rectifier ce que tu as dit, je n'ai pas fait Assas en sortant de l'école. J'ai fait Assas pendant le Covid. J'ai commencé sur les bancs de la fac en 2020. Et je vous assure, ce n'est pas complètement évident de faire une licence de droit. J'avais commencé le master 1, mais j'ai été élu à ce moment-là. On n'a plus exactement la même mémoire à soixante ans passés qu'à vingt ans. Mais enfin, c'était formidable.

Alors, les tribunaux de commerce en France. La France est un pays complètement original. Il n'y a quasiment pas d'autres pays où la justice commerciale est rendue par d'anciens dirigeants ou cadres dirigeants issus de la société civile. C'est un système qui remonte très loin. L'un des premiers tribunaux de commerce, à l'époque des foires, était chargé de régler les litiges entre les marchands. On nous appelait des délégués consulaires. De ceux-là sont venus les premiers tribunaux de commerce. L'édit de référence pour nous, c'est un édit de 1563 de Michel de l'Hôpital, qui était le grand chancelier de Charles... je ne sais plus combien, certains s'en souviendront.

Un intervenant

1560.

Patrick Sayer

Et ce qui est assez intéressant...

Un intervenant

Charles IX.

Patrick Sayer

Charles IX, je crois que tu as raison. Ce qui est assez intéressant, c'est qu'il avait utilisé d'anciens textes relatifs à l'arbitrage pour retirer aux juges de l'ordre judiciaire (qui réglaient essentiellement les problèmes des voleurs, des criminels et les problèmes de famille) la question des litiges entre les marchands pour les confier à des arbitres. Mais ça ne se passait pas forcément très bien, car il y avait un peu de mélange d'intérêts. Il s'est donc dit que le plus simple était de laisser les chambres de métiers s'organiser pour créer une juridiction de marchands au service des marchands. On est en 1563.

Cela n'a pas été sans poser de problèmes vis-à-vis des juges de l'ordre judiciaire de l'époque qui, on l'oublie, étaient officiellement corrompus. Ils touchaient ce qu'on appelait des « épices », des sommes prélevées sur les condamnations. Toujours est-il que le système a parfaitement fonctionné. Ça a tellement bien marché qu'en 1673, cent dix ans après, Colbert a décidé d'étendre les juridictions consulaires à la France entière. On avait à peu près cent quatre-vingts tribunaux de commerce dans toutes les villes. Il fallait qu'on puisse, d'un coup de cheval, avoir accès assez vite à son tribunal.

Ça fonctionnait si bien que pendant la Révolution française, les tribunaux de commerce n'ont pas du tout été affectés. Il y a eu un court moment où ils ont changé de nom, mais leur système n'a absolument pas été bouleversé, alors que celui de l'ordre judiciaire français l'a été complètement. D'ailleurs, dans mon bureau, j'ai le

tableau d'un de mes prédécesseurs, le président Vignon. Il a été juge de 1785 à 1810 et président pendant seize ans. Il a glissé sur la royauté, la Révolution française, le Directoire et l'Empire sans aucune difficulté.

Un intervenant

C'est louche.

Patrick Sayer

C'est assez cohérent, car la Révolution française était une révolution de bourgeois, et les juges consulaires étaient des bourgeois. Pourquoi s'en prendre à eux-mêmes ? En 1807, le Code de commerce a d'ailleurs été écrit notamment par ce même Vignon. Cette justice se perpétue jusqu'à ce jour, avec d'innombrables tentatives de la professionnaliser, mais ça n'est jamais passé. C'est peut-être aussi ce qui nous protège : c'est une justice bénévole. Les 3 500 juges de France, organisés en 135 tribunaux de commerce, rendent une justice sur des sujets où le défendeur est généralement commerçant, ou traitant d'actes de commerce. Au total, ce sont environ 500 000 jugements rendus dans toute la France par an par ces bénévoles.

Un intervenant

Alors les missions ?

Patrick Sayer

La mission, c'est de compléter l'ordre judiciaire. Nous faisons formellement partie de l'ordre judiciaire, avec une séparation expresse des ordres (judiciaire et administratif) depuis les lois des 16 et 24 août 1790. Dans la justice judiciaire, il y a la justice traditionnelle et les juridictions particulières : les tribunaux de commerce, les prud'hommes, les tribunaux pour les baux ruraux, etc. En tant que juridiction de première instance, nos décisions peuvent faire l'objet d'appels devant d'autres juridictions, comme la Cour d'appel de Paris ou de Versailles.

Un intervenant

D'accord.

Patrick Sayer

Voilà.

Un intervenant

Les défis, quels sont-ils ? Est-ce que tu peux les décrire rapidement ?

Patrick Sayer

Le premier défi...

Un intervenant

Les cours d'appel vont m'empêcher d'aller...

Patrick Sayer

Alors, les cours d'appel sont effectivement complètement composées de magistrats qui ont pour la plupart été formés par l'École nationale de la magistrature, même s'il y a de plus en plus de recrutements extérieurs, avec d'anciens avocats par exemple.

Un intervenant

Les défis ?

Patrick Sayer

Alors, les défis... Il y a trois défis principaux. Le premier, c'est le défi humain : trouver de quoi remplacer petit à petit les 3 500 juges consulaires. Quand j'ai commencé, j'étais encore patron d'Eurazeo. Il faut savoir qu'un juge consulaire à Paris, c'est 25 heures de boulot par semaine.

Un intervenant

Par semaine ? Ah oui.

Patrick Sayer

C'est un mi-temps. Pas un mi-temps de 35 heures, mais de 48 à 50 heures. Qu'est-ce que je faisais ? Je travaillais tous les matins de 4 heures à 8 heures. Et le week-end, en dehors de la journée d'audience, je consacrais une journée à la rédaction des jugements. Il faut donc trouver des gens qui ont profondément envie de rendre service au public pour faire un vrai mi-temps.

Un intervenant

La cible, c'est qui alors ?

Patrick Sayer

Ce sont des gens comme nous...

Un intervenant

Et ce sont quelles tranches d'âge ?

Patrick Sayer

Plutôt un peu plus jeunes que nous, [rire] puisqu'il y a un âge limite à 75 ans. Typiquement, des gens qui, à 55 ans et plus, se disent que dans deux ou trois ans, ils vont lâcher leurs fonctions et veulent d'ores et déjà penser à autre chose. C'est une façon de préparer sa retraite. J'ai quitté Eurazeo à 60 ans et, quatre ans avant, je m'étais déjà investi dans la justice consulaire.

Un intervenant

Et ce sont des gens de quel domaine ?

Patrick Sayer

Un tiers d'ingénieurs. Il y a toutes les écoles d'ingénieurs de France, les grandes écoles de commerce, Sciences Po. Un autre tiers, ce sont des gens avec une formation juridique : directeurs juridiques, secrétaires généraux, ou issus des professions du droit (experts, avocats).

Un intervenant

La formation pour devenir juge ?

Patrick Sayer

Ce qui est unique, c'est que tu es élu. À la différence des juges de l'ordre judiciaire qui sont nommés, nous sommes élus. Par exemple, cette année, on a recruté 36 juges. On a reçu entre 100 et 150 CV. On a écrémé sur la disponibilité, les capacités intellectuelles, et même parfois les casiers judiciaires.

Un intervenant

Au contraire, ils sont experts, ils connaissent ! [rire]

Patrick Sayer

Une fois élus, on les forme avec une formation accélérée à l'École nationale de la magistrature (ENM). Ce sont des juges délégués à Paris et des juges du tribunal. De mi-octobre à fin janvier, on leur fait un cours intensif de procédure civile. Dès le 15 février, ils peuvent tenir seuls une audience. Ce n'est pas un juge unique pour autant : on fonctionne avec des délibérés à trois juges (toujours un nombre impair). Deux autres relisent et corrigent la copie du premier. On équilibre avec un juge junior, un moyen et un senior.

On a cette formation initiale et on est astreints à deux journées annuelles de formation avec l'ENM. À Paris, j'ai rajouté quelque chose. Les tribunaux de commerce ont été attaqués à la fin du XXe siècle par Arnaud Montebourg, avec un rapport intitulé : « Les tribunaux de commerce, une justice en faillite ». Je connais Arnaud et je lui ai dit : « Vous nous avez fait réagir sur la formation et la déontologie. »

Un intervenant

D'accord.

Patrick Sayer

J'ai monté avec un professeur de Panthéon-Sorbonne une formation de 300 heures sur deux ans, sur la base du volontariat, pour donner aux juges un vrai niveau de type Master 1 ou 2, avec un diplôme à la clé. Côté déontologie, grâce au rapport Montebourg, les juges consulaires sont soumis à un code quasiment copié-collé de celui des magistrats de l'ordre judiciaire. Le Conseil supérieur de la magistrature vient de le mettre à jour, et nous allons faire de même.

Un intervenant

Donc recherche, formation, déontologie. Autres défis ?

Patrick Sayer

Un défi de reconnaissance. L'opinion publique pensait du mal de nous. Je me suis battu pour rétablir notre image : une justice avec des juges élus, mais qui rend des décisions de qualité. C'est-à-dire dans des délais brefs et quasi définitives. À Paris, quand je suis arrivé, on jugeait en moyenne à 12 mois. Mon objectif est de ramener ce délai à 8, voire 6 mois, en raccourcissant les échanges d'écritures interminables.

Un intervenant

Quel était le fond des problèmes avant ?

Patrick Sayer

Les critiques parlaient de malhonnêteté et de manque de qualité. La menace était que la justice étatique prenne le contrôle pour professionnaliser.

Un intervenant

C'était vrai dans la justice professionnelle aussi, parfois.

Patrick Sayer

Oui, bien sûr. L'autre sujet, c'est la certitude. La justice est-elle définitive ? On a deux degrés supplémentaires en France : l'appel et la cassation. Aujourd'hui, on est inférieur à 5 % d'infirmité en appel. Nos jugements sont donc définitifs à 95 %. Seulement 15 % des décisions (hors injonctions de payer) font l'objet d'un appel, et moins d'un

tiers sont infirmées. Plus les juges sont formés, plus les décisions sont motivées en droit, et moins on va en appel.

Un intervenant

Tu as une idée par rapport à la justice professionnelle ?

Patrick Sayer

On est infiniment meilleurs que les prud'hommes, même si ce n'est pas bien de se comparer.

Olivier Martin

Continue. Après, je passerai aux questions.

Patrick Sayer

Le dernier défi, essentiel, c'est l'IA et la modernisation. Nous sommes bénévoles et nous n'avons aucun moyen. Pas d'ordinateur, pas de papier, pas d'imprimante. Le juge doit tout payer. Ça coûte en moyenne 4 000 euros par an.

Un intervenant

Pourquoi c'est comme ça ?

Patrick Sayer

Ça a toujours été comme ça. Avant, les juges étaient défrayés par les chambres de commerce. Mais la Cour des comptes a interdit ce financement. On n'a donc pas d'argent. J'ai joué gagnant-gagnant avec les greffiers professionnels : si le tribunal est plus efficace, tout le monde y gagne.

Et j'en arrive au défi de l'intelligence artificielle, qui change tout. Sur nos 70 000 décisions à Paris, on a 9 000 procès au fond. Avant, des juges lisaient les assignations juste pour les trier par chambre. L'IA fait ça parfaitement. Sur les 20 000 injonctions de payer, où le juge devait vérifier des factures et bons de commande, l'IA fait désormais les tests de cohérence, beaucoup plus précisément qu'un humain. Le juge n'a plus qu'à émettre l'ordonnance.

On travaille aussi sur l'ouverture des procédures collectives (5 à 6 000 par an). Un ancien collègue de Nanterre, Moïse Serrero, intègre un système pour prémâcher l'analyse des dossiers de cessation des paiements. Demain, l'IA croisera les conclusions du demandeur et du défendeur pour sortir un rapport identifiant les faits constants et contestés. Le juge pourra aller directement travailler les questions de droit.

Olivier Martin

Écoute, merci. Priorité aux questions. François-Xavier, Nicolas et Xavier, avez-vous des questions à poser ?

Xavier

Non, c'est bon, pas de question.

François-Xavier / Nicolas

Merci Patrick pour cet exposé passionnant. Tu as beaucoup parlé des injonctions de payer, des cessations de paiement. Pourrais-tu nous dire quelques mots sur la nature des dossiers un peu plus sérieux que vous traitez, avec quelques exemples ?

Patrick Sayer

En tant que service public, on ne peut pas choisir ses dossiers. De petits litiges peuvent être juridiquement passionnants, par exemple sur les questions de disproportion dans les actes de caution. Je vais citer des dossiers qui m'ont marqué.

J'ai eu à juger si la décision du conseil d'administration d'EDF autorisant Hinkley Point (32 milliards d'euros) était nulle. Les administrateurs salariés attaquaient le vote de représentants qu'ils jugeaient en conflit d'intérêts (Bouygues, Areva). J'ai reçu des opinions de grands cabinets disant qu'il n'y avait aucun conflit. Pourtant, il y a pu avoir conflit sur les conditions contractuelles. Cela relevait de la *soft law* (codes AFEF-MEDEF) et non du droit dur, donc je n'ai pas pu prononcer la nullité de la délibération.

Un intervenant

Le financier d'EDF n'a pas démissionné à cause de ça ?

Patrick Sayer

Thomas Piquemal avait démissionné à cause d'Hinkley Point, mais avant cette affaire. [rire]

Un autre exemple : les salons Eurosatory, Euronaval et Le Bourget. Le dimanche, Maurice Lévy m'appelle : l'État interdisait aux entreprises israéliennes d'exposer à Eurosatory. L'avocat invoquait une discrimination manifeste fondée sur la nationalité. J'étais compétent car l'organisateur est une société privée. J'ai rendu une ordonnance pour interdire l'interdiction, mais le salon pliait déjà bagage.

Pour Euronaval, en octobre, le gouvernement avait anticipé avec une lettre du CSDN (Conseil de sécurité et de défense nationale) interdisant aux Israéliens d'exposer. À une heure de l'audience, le préfet Marc Guillaume a décliné ma compétence, arguant que cela relevait du tribunal administratif. Après avoir étudié la jurisprudence européenne sur les discriminations, je me suis déclaré compétent et j'ai autorisé les Israéliens. Le préfet a alors saisi le Tribunal des conflits, qui a finalement annulé mon jugement en invoquant les actes de gouvernement. Au salon du Bourget suivant, je n'ai pas pris le risque d'y retourner. Juste pour vous montrer la variété des sujets !

Un intervenant

Quelle autorité as-tu sur le greffe ?

Patrick Sayer

Aucune. Le tribunal est composé des juges du siège, du parquet et du greffe (200 personnes). Mais j'ai mis en place un « Comex » : je réunis tous les mardis matin les greffiers et les délégués du tribunal pour dialoguer, sans autorité formelle.

Un intervenant

C'est toujours un peu compliqué, surtout avec les réformes récentes avec l'INPI.

Patrick Sayer

Le greffe bénéficiait d'une exclusivité pour tenir les registres (RCS). L'État a décidé de "nationaliser" ce service en transférant le guichet unique à l'INPI. Résultat : 50 % des dossiers rentrés par l'INPI sont en défaut, ce qui double le travail du greffe qui doit corriger, tout en continuant à facturer. J'en ai parlé à Bercy, mais ils sont dans le déni.

Olivier Martin

Dernière question ? Non. Écoutez, le service va commencer. Merci beaucoup pour cette présentation.

Patrick Sayer
Salut les amis !

Tristan de Viaris
À bientôt, bonne soirée !

Échanges pendant le diner

Patrick Sayer Une fonction qui existe depuis 1807 est la fonction du juge commissaire. Le juge commissaire va suivre l'entreprise pendant ce qu'on appelle la période d'observation, qui est de six, douze ou dix-huit mois, et puis éventuellement derrière, pendant la période relative au plan. Mais le juge commissaire, s'il fait son travail, il reste au contact de ces gens-là et donc il voit comment ils travaillent. Et comme le juge commissaire, ensuite, se retrouve comme l'un des juges de la formation de jugement, eh bien, il voit assez vite s'ils sont compétents.

Olivier Martin Qu'est-ce qu'un juge commissaire ? C'est, il est du tribunal ?

Patrick Sayer Les juges commissaires, ce sont des juges qui sont désignés par le tribunal au moment de l'ouverture de la procédure.

Olivier Martin Mais c'est qui, ces gens-là ? Ils sont...

Patrick Sayer Moi, j'ai été juge commissaire.

Olivier Martin Ce sont des juges.

Patrick Sayer Ce sont des juges, mais leur fonction de commissaire, c'est-à-dire leur commissariat, c'est un commissariat de suivi.

Olivier Martin Ils font partie de ton groupe de juges ?

Patrick Sayer Ah oui.

Un participant Je ne les ai jamais vus ces gens-là. Il y avait Antoine qui avait une question sur les pressions et la façon dont les...

Un autre participant Il demandait si, dans le contexte de notre époque actuelle, il avait été victime de menaces, voire de violences.

Patrick Sayer Alors, je lui disais d'abord que j'avais été l'objet de pressions au tout début, auxquelles j'avais répondu de façon assez directe et assez affirmée. C'étaient des pressions qui venaient de quelqu'un qui était entre la présidence de la République et Matignon. Bref, j'ai dit que je n'entendais pas de cette oreille. Il a vite compris et au

bout de quinze jours, je n'en ai plus eu du tout entendu parlé. En revanche, aujourd'hui, on est beaucoup plus perplexe. Ça rejoint les questions autour de l'État de droit et de l'ordre juridique international. Vous avez vu qu'il y a un juge français qui ne peut plus aller aux États-Unis ? Pas le juge commissaire. C'est un juge français qui est à la Cour pénale internationale. On n'est pas d'accord, mais ce n'est pas le sujet, sur la position de M. Netanyahu. Toujours est-il que l'administration Trump a dit que ce juge ne pouvait plus aller aux États-Unis, que s'il y allait, il serait arrêté. Il faut savoir que ce juge s'appelle Guilloux, il a des enfants qui sont aux États-Unis. Il n'a plus le droit de communiquer avec ses enfants. On est dans un truc qui devient complètement dingue.

Olivier Martin Évidemment.

Patrick Sayer Oui, il s'en est aperçu parce qu'il ne pouvait plus faire de réservations d'hôtel sur Expedia ou autre, parce qu'il a été tout simplement radié des systèmes Microsoft et Amazon.

Olivier Martin De Visa ?

Patrick Sayer Le chemin peut être étroit hein. Je ne dis pas que c'est le cas, mais je suis très inquiet sur ce que pourrait être l'avenir. On rend énormément de décisions qu'on appelle des décisions "follow-on", qui font suite notamment à la décision de la Cour de justice de l'Union européenne sur des actions en concurrence, notamment au sujet des GAFAM. Il arrive qu'on prononce des condamnations de centaines de millions, voire un milliard d'euros, qui concernent les GAFAM. On se dit qu'un jour, peut-être, le juge aura signé en bas la condamnation de... Je ne sais pas franchement ce qui peut se passer. D'ailleurs, l'autre jour, j'étais avec un de nos camarades, Benoît Cœuré, qui est patron de l'Autorité de la concurrence. Il me disait : « Je vais aux États-Unis, si ça se trouve, ils vont me coffrer à l'arrivée. » On rentre dans un monde qui est un peu compliqué.

Olivier Martin Moi, j'ai une dernière question avant que le plat n'arrive, que j'ai posée et que je repose. Tu as parlé tout à l'heure à la fois de l'engorgement et des délais, de réduire le nombre d'affaires. Tu as parlé de l'arrivée de l'IA, pour l'instant essentiellement dans l'analyse de données et faciliter le tri. Peut-on imaginer un système proche où l'IA pourrait proposer des décisions de justice, éventuellement balisées par un juge, en tout cas pour les plus complexes ? Il doit y avoir beaucoup d'affaires communes, où toute la jurisprudence peut aider l'IA à prendre les bonnes décisions.

Patrick Sayer En réalité, on est déjà passé à ce stade-là.

Olivier Martin Sur les décisions, sur les propositions de justice.

Patrick Sayer En réalité, les juges ne le font pas et j'interdis aux juges de le faire. Mais si les juges voulaient télécharger sur des sites, je pense par exemple à une médiathèque comme Doctrine. Je ne sais pas si vous connaissez Doctrine. Ce sont des gens qui, au départ, ont téléchargé toutes les décisions. C'était une base de données beaucoup plus intéressante que les bases de données officielles, parce qu'on peut faire des extractions par mots-clés, etc., pour recenser les décisions. Aujourd'hui, ils ont mis des moteurs d'intelligence artificielle, des LLM, derrière Doctrine. Et on

s'interdit de le faire, parce que notre système dit que tout ce qui est IA, non seulement il y a le RGPD, mais il y a ce qui s'appelle l'IA Act européen. Et en vertu de l'IA Act européen, l'utilisation de l'IA en matière de justice est considérée comme à risque élevé. Donc, ce qui nous conduit à... En tout cas, ce sont les textes, je ne pose pas la question. Parce que d'une certaine manière, enlever les mains humaines de la justice, c'est par définition dangereux.

Olivier Martin Ce n'est pas forcément enlever, mais aider.

Patrick Sayer Oui, non, non.

Un participant Prendre des décisions.

Olivier Martin Oui, non, non, mais prendre des décisions. Aujourd'hui, proposer une décision...

Patrick Sayer Aujourd'hui, il suffit de prendre les conclusions du demandeur et les conclusions du défendeur sur Doctrine. Il suffit de faire du copier-coller, cela marche même sans copier-coller : ça sait lire que ce soit du PDF texte ou des images, ça interprète sans difficulté avec les OCR qui marchent à la perfection, et l'IA te propose une solution.

Un participant Est-ce que ces solutions ont été évaluées par rapport à ce que l'homme a fait ?

Patrick Sayer Elles sont souvent très pertinentes. J'interdis à mes juges de le faire. Quand je l'ai fait pour voir, en anonymisant (parce que la règle, c'est de ne pas permettre que les informations relatives à telle ou telle personne, physique ou morale, se retrouvent ensuite sur le magna des connaissances et des moteurs), je trouve qu'elles ne sont pas absurdes. Ce que font les Singapouriens est assez intéressant. J'en ai parlé avec le chef de justice de Singapour. Ils se servent de l'IA dans une logique d'amiable. Ils disent : « Voilà ce qu'aurait dit l'IA par rapport à votre situation. » Et le grand avantage de l'IA, c'est qu'elle élimine les prétentions un peu extrêmes. Elle t'amène à un champ de dialogue plus restreint, dans lequel les personnes raisonnables peuvent essayer de trouver une solution légale. Je pense que c'est vers là qu'on peut aller.

Mais ce que ne fait pas l'IA, ce qu'elle est incapable de faire, c'est de changer de paradigme. C'est-à-dire qu'on a des renversements de jurisprudence (ce n'est pas forcément ce qu'ont vocation à faire les juges de première instance, c'est plutôt la Cour de cassation qui le fait).

Un participant Bien sûr.

Patrick Sayer L'IA n'est pas capable de ça.

Un participant Et ça représente combien de pour cent ?

Patrick Sayer C'est très rare. L'IA n'est pas non plus capable de trancher, si tu as entre les prétentions de l'un et les prétentions de l'autre des normes de droit formulées

par chacun. En général, la hiérarchie des normes est telle que c'est les normes de l'un qui l'emportent sur celles de l'autre. Mais on a de plus en plus dans la jurisprudence de la Cour de cassation, et aussi dans les décisions du Conseil constitutionnel, ce qu'on appelle des contrôles de proportionnalité. Ce sont des situations où le juge explique qu'il n'est pas inintéressant que... Je prends un exemple, parce que tout ça est un peu ésotérique.

Il y avait une règle : au civil, la preuve doit être loyale. Au pénal, la preuve peut être déloyale. C'est-à-dire que si au pénal, pour te défendre, tu as connaissance d'une pièce obtenue de façon déloyale (donc illégale), tu peux dire : « Écoutez, je m'en sers ». Celui qui ne peut pas se servir de la preuve déloyale au pénal, c'est la puissance publique. Ils n'ont pas le droit de monter des stratagèmes, notamment sur le trafic de drogue. C'est un vrai sujet de l'immunité. Mais au civil, tu avais un principe de loyauté de la preuve. Pour la première fois, en matière sociale, dans un litige qui opposait un salarié à son employeur, le salarié a obtenu un document que l'employeur n'aurait pas dû lui donner. Il l'a utilisé et la chambre sociale de la Cour de cassation a dit que l'utilisation de ce moyen de preuve, qui effectivement était contraire à la règle, n'entraînait pas une atteinte disproportionnée au régime de la loyauté de la preuve et qu'elle était en réalité nécessaire pour avoir le point de vue de la personne physique. Donc, sur ces sujets qui sont des contrôles assez subjectifs, ces contrôles de proportionnalité, pour l'instant, l'IA n'en est pas capable. Ça rejoint des notions d'émotion, et l'IA n'en est pas capable.